

Brésil : Bolsonaro à contrecœur

Ils ont eu chaud les partisans de Lula. Très chaud même. Jusqu'à hier soir, le président sortant d'extrême droite, Jair Bolsonaro, restait muré dans son silence, n'ayant toujours pas reconnu sa défaite. Finalement il s'est borné, non pas à reconnaître sa défaite comme il est de coutume, mais de s'engager « à respecter la Constitution ».

La victoire n'a été acquise que d'un cheveu à l'issue d'une journée tendue mettant face à face deux camps d'un pays divisé comme jamais. Lula avait beau avoir mis une chemise blanche en signe de pacification, la journée a par moments laissé croire à un coup d'État, dans ce pays qui a connu une dictature militaire pendant 21 ans, jusqu'en 1985.

En début d'après-midi, des informations inquiétantes émergeaient. Des vidéos en ligne, montraient la police fédérale en train de bloquer des axes de circulation dans le Nordeste, fief de Lula, afin d'empêcher les électeurs d'aller voter. Deux heures plus tard, on recensait 500 barrages. #golpedeestado (« coup d'État ») devenait le hashtag le plus utilisé sur Twitter. Après l'intervention du président du tribunal électoral, la situation s'est calmée, mais très provisoirement. En effet, les blocages de routes de la part de partisans déçus de Bolsonaro ont continué de plus belle hier, provoquant une réunion extraordinaire du tribunal fédéral. Hier, au moins 300 blocages par des bolsonaristes ont été enregistrés dans 25 États du pays.

Que voulait Bolsonaro ? Pendant 48 heures personne ne le savait, ce qui laissait place à de multiples rumeurs. Aurait-il l'intention de contester l'élection ? Selon l'ancien président bolivien Evo Morales, Bolsonaro pourrait penser à un coup d'État. Morales pensait aux manœuvres qui avaient abouti en 2016 à la destitution de la présidente brésilienne Dilma Rousseff, par un vote du Sénat. Pour conforter cette analyse, on constatait qu'en plusieurs endroits du Brésil des partisans de Bolsonaro en pleurs en appelaient à un coup d'État.

A Brasilia, près de la place des Trois-Pouvoirs, siège des institutions, on a vu un groupe de 500 militants, enveloppés de drapeaux auriverdes (« vert et or »), entamer une prière à genoux sous la direction d'un pasteur évangélique, l'église évangélique étant devenue l'un des bras armés de la campagne de Bolsonaro.

Lula a admis être inquiet de ce lourd silence du président sortant. Cet entre-deux plein d'incertitudes rappelle à beaucoup de Brésiliens que Jair Bolsonaro a maintes fois menacé de ne pas reconnaître le verdict des urnes s'il perdait. Anticipant déjà des difficultés, Lula a souhaité dimanche que « le gouvernement (sortant) soit civilisé » et comprenne qu'« il est nécessaire de faire une bonne passation des pouvoirs ». Une passation qui sera difficile.

« HIER, AU MOINS 300 BLOCAGES PAR DES BOLSONARISTES ONT ÉTÉ ENREGISTRÉS DANS 25 ÉTATS DU PAYS »



JEAN-MARCEL BOUGUEREAU

Achats groupés : des nuages sur le bon plan des communes

Depuis plusieurs années, certaines communes des Pyrénées-Atlantiques se sont lancées dans le système d'achats groupés, qui peut être accessible pour leurs administrés.

« C'est vraiment une bonne solution, pour tirer les prix. Et à notre époque - où depuis des mois, l'inflation ne cesse d'augmenter et de plus en plus de ménages ont du mal à finir leur fin de mois - cette démarche est intéressante pour nos administrés » souligne Alain Sainz, président de l'association des maires du 64 (ADM64).

De quoi parle-t-on ? Des achats groupés. Une démarche qui a séduit certaines communes du département, désireuses de faire des économies sur leurs achats. Une initiative qui, de plus en plus, peut bénéficier aux administrés des collectivités concernées. Une aubaine pour ces derniers, qui doivent faire face à une importante augmentation du coût de la vie.

« Au départ, cette méthode est utilisée par les collectivités de façon très basique, comme le ferait n'importe quelle entreprise, pour obtenir des prix avantageux sur des produits dont elle a besoin pour son fonctionnement. Par exemple, l'ADM 64 a acheté des défibrillateurs en utilisant ce système, souligne son président, qui est aussi maire de Rébénacq.

« Puis, ces derniers mois - et même depuis plusieurs années pour certaines - le système a été accessible pour les administrés. Le concept est simple : la municipalité va lancer un appel aux fournisseurs (ou un organisme qui va sélectionner des fournisseurs) pour tel ou tel produit (fioul, gaz, électricité, etc.) et faire le relais entre ces derniers et un groupe de particuliers, qui a souscrit à l'offre. Ce dernier bénéficiera alors d'un prix de gros, qu'il n'aurait pu obtenir seul ».

Hendaye précurseur

Dans les Pyrénées-Atlantiques, Hendaye est la première à s'être lancée dans les achats groupés, en 2016. « Une initiative de la précédente mandature, confirme Richard Irazusta, adjoint au maire à la

solidarité, au logement et à l'administration générale, en charge de ces démarches. À l'époque, déjà, nous constatons l'augmentation des prix de produits de la vie courante, notamment énergétiques. La seule solution concrète que nous pouvions apporter à nos administrés était celle de devenir un relais pour faire des achats groupés ».

La cité basque a d'ailleurs obtenu des résultats probants : « Nous avons des remises allant jusqu'à 17, voire 18 % sur le gaz, 10 % sur l'électricité. Soit en moyenne 150 euros sur la facture de gaz par exemple. Et les administrés avaient confiance car le projet était accompagné par la mairie. 1 400 personnes ont participé au premier appel, et ce nombre n'a jamais cessé d'augmenter. Avec un taux de renouvellement très fort à chaque fois ».

La formule remporte donc vite un certain succès. « Pour l'administré, c'est un bon plan. La commune se charge de toute la démarche, en faisant attention à négocier un cahier des charges avantageux pour le particulier. Et ce dernier n'a qu'une seule chose à faire : valider la commande. Sans compter que nous étions vigilants pour que les modalités (facture papier envoyée à la maison, etc.) soient les plus simples possible ».

Des émules en Béarn

Une cité basque qui, outre faire des émules, n'hésite pas à prodiguer ses bons conseils pour les collectivités qui se lancent dans le système. Ainsi, Hendaye a aidé Navarrenx à lancer sa démarche d'achats groupés, comme l'indique la maire de la commune béarnaise, Nadine Barthe. « Nous venons de nous lancer dans cette idée. Notre dossier n'est pas encore finalisé. Nous sommes en négociation avec des organismes, pour l'achat groupé d'électricité, souligne l'élue. C'est un particulier qui nous a donné l'idée, puis la ville d'Hendaye nous a aiguillés dans les démarches ».

daye nous a aiguillés dans les démarches ».

Des économies appréciables

La motivation de la cité béarnaise est simple : aider ses administrés à « faire des économies », en leur permettant d'accéder à des prix de gros. « En 2021, nous avions déjà regardé, ça valait vraiment le coup ». La maire de Navarrenx - même si elle prévient que le système ne « peut s'appliquer à tous les produits - confie réfléchir à mener d'autres achats groupés », potentiellement même pour du gaz. Et même à d'autres façons d'aider ses administrés. « Sur le territoire de la commune, nous avons beaucoup de forêts. Cela peut faire du bois de chauffage, pour pas trop cher. Nous réfléchissons à voir si nous ne pourrions pas aider les particuliers à récupérer ce bois ».

Et de conclure : « C'est notre rôle de collectivité, d'élus au service de la population. D'autant plus que cette dernière est à une croisée des chemins, entre nécessité de changer les habitudes pour mieux consommer et difficultés autour de l'augmentation des prix ».

Et l'idée semble faire son che-

« POUR L'ADMINISTRÉ, C'EST UN BON PLAN. LA COMMUNE SE CHARGE DE TOUT [...] IL N'A QU'UNE SEULE CHOSE À FAIRE : VALIDER LA COMMANDE »

RICHARD IRAZUSTA, HENDAYE



Les ménages du 64, comme partout dans le pays,

Président du Conseil d'administration : Nicolas STERCKX
Directeur général : Christophe GALICHON
Rédacteur en chef : Nicolas REBIÈRE
Rédacteur en chef adjoint : Eric BÉLY

Pyrénées-Presse :
S.A. à conseil d'administration au capital de 228.578 euros.
Principal actionnaire : GSO SA
ISSN 0247-7807 - CPPAP n°0922 C 82082

Publicité :
6, rue Despourrins, Pau
Tél. 05 24 36 35 05
Publicité nationale :
Régie 366 - 0.180.489.366

6, rue Despourrins
BP 129 - 64001 Pau Cedex
Tél. 05 59 82 20 20 - Fax : 05 59 82 20 11

Imprimeur : Pyrénées Presse SA, ZI Berlanne à Morlaàs (64160).
Ce journal est imprimé sur du papier produit en Espagne. Journal certifié PEFC/10-31-3400. Taux de fibres recyclées : 100 %. Emissions de GES : 115 g CO₂ eq. par exemplaire (données 2020).

JE M'ABONNE À La République avec TV Magazine chaque samedi + l'accès gratuit au journal en numérique sur web, tablette et mobile

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
E-mail : @
Tél. :

Cochez votre paiement

Au comptant :

1 an 355 €
 6 mois 183 €
 3 mois 95 €
 1 mois 33 €

Par prélèvement mensuel 31,50 €/par mois

Choisissez votre formule

Portage à domicile matinal (uniquement dans les zones desservies)
 Abonnement chez votre marchand de journaux (il vous réserve le journal chaque matin)
 Par la Poste

Envoyez ce bulletin avec votre paiement

LA RÉPUBLIQUE
« Service Abonnements »
6, Rue Despourrins / B.P. 129
64001 PAU Cedex

Pour le paiement par prélèvement bancaire, contactez le Service Abonnements : abonnement@pyrenees.com
Tél. 05 59 82 20 14 du lundi au vendredi (8h30-12h / 14h-16h30)

+

« Les municipalités ne sont pas responsables des achats »

Alain Sanz, président de l'ADM64, revient sur le système des achats groupés : « Il faut être clair : ce ne sont pas les communes qui font les achats et donc ne peuvent être tenues responsables des achats réalisés. Les transactions sont réalisées entre des fournisseurs et des particuliers. Là où la collectivité intervient, c'est dans le choix du fournisseur ou de l'organisme qui va sélectionner les fournisseurs. Choix fait suivant des critères sérieux. Quelque part, c'est un gage de confiance qu'apporte la municipalité ou l'agglomération qui lance l'achat groupé pour les particuliers. »



Face à l'explosion des coûts, notamment de l'énergie, les communes du 64 se lancent dans des achats groupés. © GETTY IMAGES/ISTOCKPHOTO

min, notamment en Béarn. Ainsi, les communes de la vallée d'Aspe ont collectivement adhéré à une démarche du genre. Bernard Stut, conseiller municipal d'Osse-en-Aspe, qui a lancé le projet, détaille : « Voilà maintenant quatre ans que, à titre personnel avec une vingtaine d'autres habitants d'Osse et ses alentours, nous utilisons le système d'achats groupés. L'idée n'a pas changé depuis : acheter à plusieurs pour acheter moins cher. Même s'il faut avouer que nous n'avions pas réussi à obtenir des remises énormes, nous avons fait des économies. Et rien que le fait d'avoir des conditions de paiement avantageuses était intéressant. Mais la crise sanitaire a tout arrêté ».

Il y a quelques mois, face à l'inflation galopante, l'Aspois a remis le couvert, mais cette fois à une plus grande échelle. « J'en ai parlé avec le maire d'Osse-en-Aspe, qui m'a soutenu. Mais cette fois, nous

nous sommes dit que ça serait encore plus intéressant si les achats groupés se faisaient à l'échelle de toute la vallée, avec ses treize villages. Plus il y a de monde, plus nous pouvons obtenir de bons prix ».

Confiance dans la collectivité

Même si l'opération met un peu de temps à se mettre en place, le projet avance. « Nous voulons instaurer un référent par commune, pour guider les administrés. Cela rassure les gens, notamment les personnes plus âgées. Nous avons opté pour un organisme local, qui gère les achats. Il nous prévient quand les prix sont les plus bas, et les particuliers valident la commande. Ces derniers y gagnent une petite remise, et des conditions de paiement facilitées. Au fil des ans, nous espérons que les économies réalisées seront de

plus en plus importantes ».

Trente valléens ont souscrit à la démarche. « Ce n'est pas énorme, mais comme nous nous sommes lancés en septembre, beaucoup avaient déjà fait leurs provisions. Je suis convaincu que nous aurons plus de monde l'année prochaine ». Le projet porte, actuellement, sur l'achat de 30 000 à 40 000 litres de fioul et pourrait, prochainement, également inclure l'achat de granulés de bois.

Bernard Stut glisse : « Nous allons faire prochainement une réunion pour faire le bilan de cette première action, avec l'organisme et les référents. Nous espérons vraiment inscrire cette démarche sur le long terme et que, pourquoi pas, elle fasse des émules ailleurs en Béarn ou dans le 64 ! »

MATHIEU HOUADEC ■

Des incertitudes sur l'avenir

Pour autant, le système semble déjà sur la sellette. En vallée d'Aspe, Bernard Stut confie que certains fournisseurs « ont refusé » de répondre à son appel, car « les prix de l'énergie sont trop fluctuants, ils évoluent tous les jours ». À Navarrenx, Nadine Barthe concède que l'intérêt de l'idée est malmené par l'inflation galopante : « Comme je le disais, en 2021, ça valait vraiment la peine. Mais dès cette année, en 2022, la différence entre un achat groupé ou seul se réduit ». L'élue s'inquiète d'ailleurs même pour l'année suivante : « La question de la pertinence de ce système va se poser en 2023, si la réduction des marges se poursuit. Si la différence est minime entre un achat

groupé et un achat classique, les administrés vont lâcher l'affaire ».

Une bascule qu'a déjà opérée Hendaye, qui n'a pas renouvelé ses opérations. « Lors de notre dernier achat groupé, pour de l'énergie, les fournisseurs ne s'étaient pas positionnés car ils refusaient de s'engager sur un prix sur la durée. Le marché de l'énergie (gaz, électricité, etc.) fluctue trop rapidement. Avec la guerre en Ukraine, tout a flambé. Du coup, cela renverse tout l'intérêt de la démarche et nous avons arrêté. C'est frustrant, car c'est justement en ce moment que les gens en ont le plus besoin. Nous restons en contact avec notre organisme : si le marché se stabilise un jour, peut-être qu'on relancera la démarche ! »

Le Béarn espère accueillir 18 000 étudiants d'ici 2030



Le campus de l'UPPA est appelé à se développer ces prochaines années. © N. SABATHIER

Alors que la population étudiante est évaluée à un peu plus de 13 000, un plan doit permettre de faire gonfler ce chiffre.

Atteindre 18 000 étudiants à l'horizon 2030, c'est le cap fixé par les élus béarnais et inscrit dans un schéma de l'enseignement supérieur et de la recherche validé ce vendredi en conseil du Pays de Béarn. Entre l'UPPA, qui en capte les deux tiers, les écoles supérieures paloises (ESC, Cy-Tech, CESI), les BTS des lycées, les classes préparatoires, les étudiants seraient un peu plus de 13 000 en Béarn, selon les données 2020 du ministère de l'Enseignement Supérieur.

L'objectif est de permettre à plus de bacheliers locaux de se diriger vers l'enseignement supérieur mais aussi de « répondre aux besoins en compétences du territoire » ou encore « de dynamiser la vie étudiante et universitaire. »

Développer la santé

Pour cela, les élus misent d'abord sur la croissance endogène de formations déjà en place plus que l'implantation de nouvelles écoles. Le document recense ainsi les projets de développement d'établissements déjà bien ancrés en Béarn. En premier lieu, on note le souhait que les études de santé, qui ne proposent à ce jour que la première année à Pau, soient musclées par des pos-

sibilités de poursuites d'études avec en filigrane la transformation de l'hôpital de Pau en véritable CHU. Ce qui drainerait 2 500 étudiants de plus à long terme. Une étude dite d'opportunité sera conduite l'an prochain pour évaluer finement ce chantier.

Autre gros projet, faire de l'IAE (Institut d'administration des entreprises) qui dépend de l'UPPA, une grande école de management ne proposant pas que des masters mais aussi une licence, accessible après le bac. Ce qui éviterait le départ de jeunes bacheliers attirés par cette formation vers les métropoles. Un cursus complet qui permettrait aussi de répondre plus efficacement aux besoins des entreprises locales. Et fixerait 500 étudiants de plus sur le campus.

Pas uniquement à Pau

Les projets des écoles supérieures en informatique, Cy-Tech et le CESI, qui prévoient toutes deux la construction de nouveaux bâtiments à Pau mais aussi la création d'un campus des métiers de la chimie durable à Mourenx devraient également nourrir la croissance de la population étudiante.

Ce dernier exemple montre aussi le souhait que tout ne soit pas concentré à Pau. Les intercommunalités sont donc invitées à dévoiler leurs projets afin, éventuellement, d'accueillir des formations post-bac sur leurs territoires.

ERIC NORMAND ■

Comptage des palombes

Après un long voyage, les palombes tentent une approche de la montagne et font demi-tour si le temps ne leur permet pas de franchir les Pyrénées. Les observateurs du nord-est de la France ont plié bagages, ceux du centre et de la vallée du Rhône annoncent en faire autant à la fin de la semaine. Il y a tout de même des chasseurs satisfaits, ceux qui sont en palombières. « En passage, elles sont hautes, le soir en retour elles sont plus malléables et les poses plus faciles. Lundi ciel couvert ça bougeait, ce mardi novembre, ciel dégagé et grand soleil, pas de bleues à l'horizon » souligne ce chasseur du côté de Balansun. Il faut s'attendre à un passage ce mercredi puisque deux jours de pluie sont annoncés pour jeudi et vendredi. A ce jour, 1 million et demi de palombes sont passées, il en reste un bon million à venir.

JEAN-LOUIS GAMAURY ■

Des 31 octobre et 1 ^{er} novembre	Météo du jour	Sens du vent	Nombre de vols	Estimation du nombre d'oiseaux	Cumul de la saison
Arnéguy	Ciel couvert puis soleil	N-N-E	18	479	205 817
Banca	Ciel couvert puis soleil	N-N-E	70	16 164	659 118
Iraty	—	—	—	—	—
Sare	Ciel couvert puis soleil	N-N-E	10	309	73 138
Urrugne	Ciel couvert	N-N-E	69	38 776	612 311
Oloron sud (Bager)	—	—	—	—	—
Nord Béarn	—	—	—	—	—



font face à une inflation galopante. © GETTY IMAGES